

## Article 190

L'article L. 821-4 du code de l'organisation judiciaire est complété par cinq alinéas ainsi rédigés :

« Le conseil national fixe son budget.

« Il peut assurer le financement de services d'intérêt collectif dans les domaines fixés par décret.

« A cette fin, le conseil national appelle une cotisation versée annuellement par chaque titulaire d'un office de greffier de tribunal de commerce. Le montant de cette cotisation résulte d'un barème progressif fixé par décret, en fonction de l'activité de l'office et, le cas échéant, du nombre d'associés.

→ 3%

« Le produit de cette cotisation ne peut excéder une quotité déterminée par le conseil national, dans la limite de ~~deux pour cent~~ du total des produits hors taxe comptabilisés par l'ensemble des offices au titre de l'année précédente.

« A défaut de paiement de cette cotisation dans un délai d'un mois à compter d'une mise en demeure, le conseil national délivre, à l'encontre du redevable, un acte assimilé à une décision au sens du 6° de l'article 3 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution.»

## Article 191

L'article L. 202 du code électoral est abrogé.

## CHAPITRE III Dispositions transitoires

### Article 192

La présente loi entre en vigueur le premier jour du septième mois suivant sa publication, à l'exception des dispositions suivantes qui sont applicables aux procédures et situations en cours dès sa publication :

a) Dans toutes les dispositions prévoyant une interdiction ou une déchéance résultant d'une faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer, ces mesures doivent être comprises comme ayant une durée maximale de quinze ans à compter du jour où la décision les ayant prononcées est devenue définitive ;

b) Les mesures de faillite personnelle et d'interdiction de gérer ainsi que les déchéances et interdictions qui en ont résulté prennent fin à la date de publication de la présente loi lorsque, à cette date, elles ont été prononcées plus de quinze années auparavant par une décision devenue définitive.

Toutefois, les poursuites déjà engagées au jour de la publication de la présente loi, sur le fondement de l'article L. 622-32 du code de commerce, ne sont pas, même si le délai de quinze années est expiré, affectées par les dispositions qui précèdent et les sommes perçues par les créanciers leur restent acquises :



## Article 193

Lors de son entrée en vigueur, la présente loi n'est pas applicable aux procédures en cours, à l'exception des dispositions suivantes résultant de la nouvelle rédaction du livre VI du code de commerce :

- a) Le chapitre IV du titre IV ;
  - b) L'article L. 626-24. Cet article est applicable aux procédures de redressement judiciaire en cours ;
  - c) L'article L. 643-11. Cet article est applicable aux procédures de redressement ou de liquidation judiciaire en cours. Toutefois, les poursuites déjà engagées au jour de l'entrée en vigueur de cet article à l'égard de débiteurs ayant fait l'objet d'une interdiction de diriger ou de contrôler une entreprise commerciale ou une personne morale ne sont pas affectées et les sommes perçues par leurs créanciers restent acquises à ces derniers.

L'article L. 643-11 est également applicable aux procédures de règlement judiciaire ou de liquidation des biens en cours. Toutefois, les sommes perçues par les créanciers leur restent acquises ;

- d) L'article L. 643-13 ;
  - e) Les chapitres I<sup>er</sup> et II du titre V ;
  - f) L'article L. 653-7 ;
  - g) L'article L. 653-11 ;
  - h) L'article L. 662-4.

**CHAPITRE IV**  
**Dispositions relatives à l'outre-mer**

Section 1  
**Dispositions particulières à Saint-Pierre-et-Miquelon**

**Article 194**

H. 194

I. — Dans le chapitre VI du titre I<sup>er</sup> du livre IX du code de commerce, il est ~~ajouté~~ un article L. 916-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 916-1. — Le 4<sup>o</sup> du III de l'article L. 643-11 ne s'applique pas à Saint-Pierre-et-Miquelon. »

II. - L'article 185 de la présente loi n'est pas applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Section 2  
**Dispositions applicables à Mayotte**

**Article 195**

I. - ~~Conformément aux dispositions du II de l'article 3 de la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte,~~ La présente loi est applicable à Mayotte, à l'exception du V de l'article 182 et des articles 185 à 188 et 190.

H. 195

II. - Le titre II du livre IX du code de commerce est ainsi modifié :

1<sup>o</sup> *Supprimé*.....;

2<sup>o</sup> L'article L. 926-1 est abrogé. Les articles L. 926-2, L. 926-3, L. 926-4, L. 926-5, L. 926-6 et L. 926-7 deviennent les articles L. 926-1, L. 926-2, L. 926-3, L. 926-4, L. 926-5 et L. 926-6 ;

3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> *Supprimés*.....;

✓ *Supplément* 5° A l'article L. 926-3 nouveau, les références: L. 641-46 et L. 621-60 sont remplacées par les références: L. 622-24 et L. 626-4 à L. 626-4-2;

6° A l'article L. 926-4 nouveau, la référence: L. 621-60 est remplacée par la référence: L. 626-4 à L. 626-4-2;

7° *Supprimé*.....;

8° A l'article L. 926-6 nouveau, la référence: L. 621-84 est remplacée par la référence: L. 642-1

*et la référence: L. 331-7* est remplacée par la référence: L. 331-3;

9° Il est ajouté un article L. 926-7 ainsi rédigé :

« *Art. L. 926-7. - Le 4° du III de l'article L. 643-11 ne s'applique pas.* »

### Section 3 Dispositions applicables en Nouvelle-Calédonie

#### Article 196

I. - La présente loi est applicable en Nouvelle-Calédonie, à l'exception du V de l'article 182 et des articles 185 à 188, 190 et 191.

II. - Le titre III du livre IX du code de commerce est ainsi modifié :

1° Le 5° de l'article L. 930-1 est ainsi rédigé :

« 5° Le livre VI, à l'exception des articles L. 622-17, L. 625-9 et L. 670-1 à L. 670-8 »;

✓ *Supplément* 2° A l'article L. 936-1, les références: L. 620-2, L. 621-60 et L. 621-74 sont remplacées par la références: L. 621-4, L. 626-4-1 et L. 626-13;

3° L'article L. 936-2 est ainsi rédigé :

« *Art. L. 936-2. - Au premier alinéa de l'article L. 611-1, l'arrêté du représentant de l'Etat dans la région est remplacé par une décision du gouvernement de Nouvelle-Calédonie* »;

4° Les articles L. 936-5 et L. 936-13 sont abrogés. Les articles L. 936-6, L. 936-7, L. 936-8, L. 936-9, L. 936-10, L. 936-11, L. 936-12 deviennent les articles L. 936-5, L. 936-6, L. 936-7, L. 936-8, L. 936-9, L. 936-10, L. 936-11;

*l'respectivement*

5° à 7° *Supprimés*.....;

*l'respectivement* 8° A l'article L. 936-8 nouveau, les références: ~~L. 621-46 et L. 621-60~~ sont remplacées par *les* références: ~~L. 622-24 et L. 626-4 à L. 626-4-2~~;

9° A l'article L. 936-9 nouveau, la référence: ~~L. 621-60~~ est remplacée par *les* références: ~~L. 626-4 à L. 626-4-2~~;

10° *Supprimé*.....;

11° A l'article L. 936-11 nouveau, la référence: ~~L. 621-84~~ est remplacée par *la* référence: ~~L. 642-1~~

et la référence: ~~L. 331-7~~ est remplacée par *la* référence: ~~L. 331-3~~;

12° *Supprimé*.....;

~~L. 936-11~~ 13° Après l'article ~~L. 926-12~~ nouveau, il est ~~créé~~ un article ~~L. 926-13~~ ainsi rédigé:

« Art. ~~L. 926-13~~. - Le 4° du III de l'article L. 643-11 ne s'applique pas. »

#### Section 4 Dispositions applicables aux îles Wallis et Futuna

##### Article 197

I. - La présente loi est applicable dans les îles Wallis et Futuna, à l'exception de l'article 156, du V de l'article 182 et des articles 185 à 188, 190 et 191.

II. - Le titre V du livre IX du code de commerce est ainsi modifié :

1° Le 6° de l'article L. 950-1 est ainsi rédigé :

« 6° Le livre VI, à l'exception des articles L. 622-17, L. 625-9 et L. 670-1 à L. 670-8 »;

~~L. 653-10~~

1<sup>o</sup> A l'ajoutement 2<sup>o</sup> A l'article L. 956-1, les références: \_\_\_\_\_ « L. 620-2 », « L. 621-60 » et « L. 621-74 » sont remplacées par les références: \_\_\_\_\_ « L. 621-4, L. 626-4 à L. 626-4-2 et L. 626-13 »;

3<sup>o</sup> L'article L. 956-2 est abrogé. Les articles L. 956-3, L. 956-4, L. 956-5, L. 956-6, L. 956-7, L. 956-8, L. 956-9 deviennent les articles L. 956-2, L. 956-3, L. 956-4, L. 956-5, L. 956-6, L. 956-7, L. 956-8 ;

4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> Supprimés .....

6<sup>o</sup> A l'article L. 956-4 nouveau, les références: \_\_\_\_\_ « L. 621-46 et L. 621-60 » sont remplacées par les références: \_\_\_\_\_ « L. 622-24 et L. 626-4 à L. 626-4-2 »;

7<sup>o</sup> A l'article L. 956-5 nouveau, la référence: \_\_\_\_\_ « L. 621-60 » est remplacée par les références: \_\_\_\_\_ « L. 626-4 à L. 626-4-2 »;

8<sup>o</sup> Supprimé.....

9<sup>o</sup> A l'article ~~L. 956-7~~ nouveau, la référence: \_\_\_\_\_ : H. L. 956-7 « L. 621-84 » est remplacée par la référence: \_\_\_\_\_ « L. 642-2 »

et la référence: \_\_\_\_\_ « L. 331-7 » \_\_\_\_\_ est remplacée par la référence: \_\_\_\_\_ « L. 331-3 »

10<sup>o</sup> A l'article L. 956-8 nouveau, le premier alinéa est ainsi rédigé :

« Après la première phrase du premier alinéa du II de l'article L. 641-1, il est inséré une phrase ainsi rédigée : » ;

11<sup>o</sup> Après l'article L. 956-8 nouveau, il est inséré un article H. L. 956-9 ainsi rédigé :

« Art. L. 956-9. - Le 4<sup>o</sup> du III de l'article L. 643-11 ne s'applique pas. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 9 mars 2005.

Le Président,

Signé : JEAN-Louis DEBRÉ

## ANNEXE

TABLEAU I

LIVRE VI DU CODE DE COMMERCE	SORT DES ARTICLES
L. 611-3	Abrogation
L. 611-4	Abrogation
L. 611-5	Abrogation
L. 611-6	Abrogation
L. 620-1	Abrogation
L. 620-2	Abrogation
L. 621-1	Abrogation
L. 621-2	Abrogation
L. 621-3	Abrogation
L. 621-4	Abrogation
L. 621-5	L. 621-2
L. 621-6	L. 621-3
L. 621-7	Abrogation
L. 621-8	Abrogation
L. 621-9	L. 621-5
L. 621-10	L. 621-6
L. 621-11	L. 621-7
L. 621-12	L. 621-8
L. 621-13	Abrogation
L. 621-14	Abrogation
L. 621-15	Abrogation
L. 621-16	L. 622-4
L. 621-17	L. 622-5
L. 621-18	Abrogation
L. 621-19	L. 631-10
L. 621-20	Abrogation
L. 621-21	L. 631-11
L. 621-22	L. 622-1
L. 621-22-1	L. 622-2
L. 621-23	L. 622-3
L. 621-24	L. 622-7
L. 621-25	L. 622-8
L. 621-26	L. 622-9
L. 621-27	Abrogation
L. 621-28	L. 622-11
L. 621-29	Abrogation
L. 621-30	L. 622-13
L. 621-31	L. 622-14
L. 621-32	L. 622-15
L. 621-33	L. 622-16
L. 621-34	Abrogation
L. 621-35	Abrogation
L. 621-36	L. 625-2
L. 621-37	Abrogation
L. 621-38	L. 622-17

L. 621-39	L. 622-18
L. 621-40	L. 622-19
L. 621-41	L. 622-20
L. 621-42	L. 622-21
L. 621-43	L. 622-22
L. 621-44	L. 622-23
L. 621-45	Abrogation
L. 621-46	Abrogation
L. 621-47	L. 622-25
L. 621-48	L. 622-26
L. 621-49	L. 622-27
L. 621-50	L. 622-28
L. 621-51	L. 622-29
L. 621-52	L. 622-30
L. 621-53	L. 622-31
L. 621-54	L. 623-1
L. 621-55	L. 623-2
L. 621-56	L. 623-3
L. 621-57	Abrogation
L. 621-58	L. 626-2
L. 621-59	L. 626-3
L. 621-60	Abrogation
L. 621-61	L. 626-5
L. 621-62	Abrogation
L. 621-63	L. 626-7
L. 621-64	Abrogation
L. 621-65	L. 626-8
L. 621-66	Abrogation
L. 621-67	L. 626-21
L. 621-68	L. 626-22
L. 621-69	L. 626-23
L. 621-70	Abrogation
L. 621-71	L. 626-10
L. 621-72	L. 626-11
L. 621-73	L. 626-12
L. 621-74	Abrogation
L. 621-75	L. 626-14
L. 621-76	L. 626-15
L. 621-77	L. 626-16
L. 621-78	L. 626-17
L. 621-79	L. 626-18
L. 621-80	L. 626-19
L. 621-81	L. 626-20
L. 621-82	Abrogation
L. 621-83	Abrogation
L. 621-84	Abrogation
L. 621-85	Abrogation
L. 621-86	Abrogation
L. 621-87	Abrogation
L. 621-88	Abrogation
L. 621-89	Abrogation
L. 621-90	Abrogation
L. 621-91	Abrogation
L. 621-92	Abrogation

L. 621-93	Abrogation
L. 621-94	Abrogation
L. 621-95	Abrogation
L. 621-96	Abrogation
L. 621-97	Abrogation
L. 621-98	Abrogation
L. 621-99	Abrogation
L. 621-100	Abrogation
L. 621-101	Abrogation
L. 621-102	Abrogation
L. 621-103	L. 624-1
L. 621-104	L. 624-2
L. 621-105	L. 624-3
L. 621-106	L. 624-4
L. 621-107	L. 632-1
L. 621-108	L. 632-2
L. 621-109	L. 632-3
L. 621-110	L. 632-4
L. 621-111	L. 624-5
L. 621-112	L. 624-6
L. 621-113	L. 624-7
L. 621-114	Abrogation
L. 621-115	L. 624-9
L. 621-116	L. 624-10
L. 621-117	L. 624-11
L. 621-118	L. 624-12
L. 621-119	L. 624-13
L. 621-120	L. 624-14
L. 621-121	L. 624-15
L. 621-122	L. 624-16
L. 621-123	L. 624-17
L. 621-124	L. 624-18
L. 621-125	L. 625-1
L. 621-126	L. 625-3
L. 621-127	L. 625-4
L. 621-128	L. 625-5
L. 621-129	L. 625-6
L. 621-130	L. 625-7
L. 621-131	L. 625-8
L. 621-132	L. 625-9
L. 621-133	Abrogation
L. 621-134	Abrogation
L. 621-135	Abrogation
L. 621-136	Abrogation
L. 621-137	Abrogation
L. 621-138	Abrogation
L. 621-139	L. 627-3
L. 621-140	Abrogation
L. 621-141	Abrogation
L. 621-142	Abrogation
L. 621-143	Abrogation
L. 622-1	Abrogation
L. 622-2	Abrogation
L. 622-3	Abrogation

L. 622-4	Abrogation
L. 622-5	L. 641-5
L. 622-6	L. 641-6
L. 622-7	Abrogation
L. 622-8	L. 641-8
L. 622-9	L. 641-9
L. 622-10	L. 641-10
L. 622-11	Abrogation
L. 622-12	Abrogation
L. 622-13	L. 641-12
L. 622-14	Abrogation
L. 622-15	Abrogation
L. 622-16	L. 642-18
L. 622-17	Abrogation
L. 622-18	L. 642-19
L. 622-19	L. 642-22
L. 622-20	L. 642-23
L. 622-21	L. 642-24
L. 622-22	L. 643-1
L. 622-23	L. 643-2
L. 622-24	L. 643-3
L. 622-25	L. 643-4
L. 622-26	L. 643-5
L. 622-27	L. 643-6
L. 622-28	L. 643-7
L. 622-29	L. 643-8
L. 622-30	Abrogation
L. 622-31	L. 643-10
L. 622-32	Abrogation
L. 622-33	L. 643-12
L. 622-34	Abrogation
L. 623-1	L. 661-1
L. 623-2	L. 661-2
L. 623-3	Abrogation
L. 623-4	L. 661-4
L. 623-5	L. 661-5
L. 623-6	L. 661-6
L. 623-7	L. 661-7
L. 623-8	L. 661-8
L. 623-9	L. 661-9
L. 623-10	L. 661-10
L. 624-1	Abrogation
L. 624-2	L. 651-1
L. 624-3	L. 651-2
L. 624-4	Abrogation
L. 624-5	Abrogation
L. 624-6	Abrogation
L. 624-7	L. 651-4
L. 625-1	L. 653-1
L. 625-2	L. 653-2
L. 625-3	L. 653-3
L. 625-4	L. 653-4
L. 625-5	Abrogation
L. 625-6	L. 653-6

L. 625-7	Abrogation
L. 625-8	L. 653-8
L. 625-9	L. 653-9
L. 625-10	Abrogation
L. 626-1	L. 654-1
L. 626-2	L. 654-2
L. 626-3	L. 654-3
L. 626-4	L. 654-4
L. 626-5	L. 654-5
L. 626-6	Abrogation
L. 626-7	L. 654-7
L. 626-8	L. 654-8
L. 626-9	L. 654-9
L. 626-10	L. 654-10
L. 626-11	L. 654-11
L. 626-12	L. 654-12
L. 626-13	L. 654-13
L. 626-14	L. 654-14
L. 626-15	L. 654-16
L. 626-16	L. 654-17
L. 626-17	L. 654-18
L. 626-18	L. 654-19
L. 626-19	L. 654-20
L. 627-1	L. 662-1
L. 627-2	L. 662-2
L. 627-3	L. 662-3
L. 627-4	L. 654-15
L. 627-5	L. 662-5
L. 627-6	L. 662-6
L. 628-1	L. 670-1
L. 628-2	L. 670-2
L. 628-3	L. 670-3
L. 628-4	L. 670-4
L. 628-5	L. 670-5
L. 628-6	L. 670-6
L. 628-7	L. 670-7
L. 628-8	L. 670-8

(65)

## TABLEAU II

<b>LIVRE VI DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES</b>	
L. 610-1 ( <i>nouveau</i> )	
<b>TITRE I<sup>er</sup></b>	
<b>DE LA PRÉVENTION DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES</b>	
<b>CHAPITRE I<sup>er</sup></b>	
De la prévention des difficultés des entreprises, du mandat ad hoc et de la procédure de conciliation	
L. 611-1	L. 611-9
L. 611-2	L. 611-10
L. 611-3	L. 611-11
L. 611-4	L. 611-12
L. 611-5	L. 611-13
L. 611-6	L. 611-14 <i>Supprimé</i>
L. 611-7	L. 611-15
L. 611-8	L. 611-16
<b>CHAPITRE II</b>	
Des dispositions applicables aux personnes morales de droit privé non commerçantes ayant une activité économique	
L. 612-1	L. 612-4
L. 612-2	L. 612-5
L. 612-3	
<b>TITRE II</b>	
<b>DE LA SAUVEGARDE</b>	
L. 620-1	
L. 620-2	
<b>CHAPITRE I<sup>er</sup></b>	
De l'ouverture de la procédure	
L. 621-1	L. 621-6
L. 621-2	L. 621-7
L. 621-3	L. 621-8
L. 621-4	L. 621-9
L. 621-4-1	L. 621-10
L. 621-5	L. 621-11

## CHAPITRE II

### De l'entreprise au cours de la période d'observation

L. 622-1	L. 622-15
L. 622-2	L. 622-16
L. 622-3	L. 622-17
L. 622-4	L. 622-18
L. 622-5	L. 622-19
L. 622-6	L. 622-20
L. 622-7	L. 622-21
L. 622-8	L. 622-22
L. 622-9	L. 622-23
L. 622-10 <i>Supprimé</i>	L. 622-24
L. 622-10-1	L. 622-25
L. 622-10-2	L. 622-26
L. 622-10-3	L. 622-27
L. 622-11	L. 622-28
L. 622-12	L. 622-29
L. 622-13	L. 622-30
L. 622-14	L. 622-31

## CHAPITRE III

### De l'élaboration du bilan économique, social et environnemental

L. 623-1	L. 623-3
L. 623-2	

## CHAPITRE IV

### De la détermination du patrimoine du débiteur

#### *Section 1*

##### *De la vérification et de l'admission des créances*

L. 624-1	L. 624-3
L. 624-2	L. 624-4

#### *Section 2*

##### *Des droits du conjoint*

L. 624-5	L. 624-7
L. 624-6	L. 624-8

#### *Section 3*

##### *Des droits du vendeur de meubles, des revendications et des restitutions*

L. 624-9	L. 624-14
L. 624-10	L. 624-15
L. 624-11	L. 624-16
L. 624-12	L. 624-17
L. 624-13	L. 624-18

<b>CHAPITRE V</b>	
<b>Du règlement des créances résultant du contrat de travail</b>	
<i>Section 1</i>	
<i>De la vérification des créances</i>	
L. 625-1	L. 625-4
L. 625-2	L. 625-5
L. 625-3	L. 625-6
<i>Section 2</i>	
<i>Du privilège des salariés</i>	
L. 625-7	
L. 625-8	
<i>Section 3</i>	
<i>De la garantie du paiement des créances résultant du contrat de travail</i>	
L. 625-9	
<b>CHAPITRE VI</b>	
<b>Du plan de sauvegarde</b>	
L. 626-1	
<i>Section 1</i>	
<i>De l'élaboration du projet de plan</i>	
L. 626-1-1 ( <i>nouveau</i> )	L. 626-4-1
L. 626-2	L. 626-4-2
L. 626-3	L. 626-5
L. 626-4	
<i>Section 2</i>	
<i>Du jugement arrêtant le plan et de l'exécution du plan</i>	
L. 626-6	L. 626-16
L. 626-7	L. 626-17
L. 626-8	L. 626-18
L. 626-9	L. 626-19
L. 626-10	L. 626-20
L. 626-11	L. 626-21
L. 626-12	L. 626-22
L. 626-13	L. 626-23
L. 626-14	L. 626-24
L. 626-15	L. 626-25
<i>Section 3</i>	
<i>Des comités de créanciers</i>	
L. 626-26	L. 626-30
L. 626-27	L. 626-31
L. 626-28	L. 626-32
L. 626-29	
<b>CHAPITRE VII</b>	
<b>Dispositions particulières en l'absence d'administrateur judiciaire</b>	
L. 627-1	L. 627-3
L. 627-2	L. 627-4

<b>TITRE III</b>	
<b>DU REDRESSEMENT JUDICIAIRE</b>	
<b>CHAPITRE I<sup>er</sup></b>	
<b>De l'ouverture et du déroulement du redressement judiciaire</b>	
L. 631-1	L. 631-10
L. 631-2	L. 631-11
L. 631-3	L. 631-12
L. 631-4	L. 631-13
L. 631-5	L. 631-14
L. 631-6	L. 631-15
L. 631-7	L. 631-16
L. 631-8	L. 631-17
L. 631-9	L. 631-18 ( <i>nouveau</i> )
<b>CHAPITRE II</b>	
<b>De la nullité de certains actes</b>	
L. 632-1	L. 632-3
L. 632-2	L. 632-4
<b>TITRE IV</b>	
<b>DE LA LIQUIDATION JUDICIAIRE</b>	
<b>CHAPITRE PRÉLIMINAIRE</b>	
<b>De l'ouverture et du déroulement de la liquidation judiciaire</b>	
L. 640-1	L. 640-4
L. 640-2	L. 640-5
L. 640-3	L. 640-6
<b>CHAPITRE I<sup>er</sup></b>	
<b>Du jugement de liquidation judiciaire</b>	
L. 641-1	L. 641-9
L. 641-2	L. 641-10
L. 641-3	L. 641-11
L. 641-4	L. 641-12
L. 641-5	L. 641-13
L. 641-6	L. 641-14
L. 641-7	L. 641-15
L. 641-8	

<b>CHAPITRE II</b>	
<b>De la réalisation de l'actif</b>	
<i>Section 1</i>	
<i>De la cession de l'entreprise</i>	
L. 642-1	L. 642-10
L. 642-2	L. 642-11
L. 642-3	L. 642-12
L. 642-4	L. 642-13
L. 642-5	L. 642-14
L. 642-6	L. 642-15
L. 642-7	L. 642-16
L. 642-8	L. 642-17
L. 642-9	
<i>Section 2</i>	
<i>De la cession des actifs du débiteur</i>	
L. 642-18	
L. 642-19	
L. 642-20	
L. 642-20-1 ( <i>nouveau</i> )	
<i>Section 3</i>	
<i>Dispositions communes</i>	
L. 642-21	L. 642-23
L. 642-22	L. 642-24
<b>CHAPITRE III</b>	
<b>De l'apurement du passif</b>	
<i>Section 1</i>	
<i>Du règlement des créanciers</i>	
L. 643-1	L. 643-5
L. 643-2	L. 643-6
L. 643-3	L. 643-7
L. 643-4	L. 643-8
<i>Section 2</i>	
<i>De la clôture des opérations de liquidation judiciaire</i>	
L. 643-9	L. 643-12
L. 643-10	L. 643-13
L. 643-11	
<b>CHAPITRE IV</b>	
<b>De la liquidation judiciaire simplifiée</b>	
L. 644-1	L. 644-4
L. 644-2	L. 644-5
L. 644-3	L. 644-6

<b>TITRE V</b>		
<b>DES RESPONSABILITÉS ET DES SANCTIONS</b>		
L. 650-1 ( <i>nouveau</i> )		
<b>CHAPITRE I<sup>er</sup></b>		
<b>De la responsabilité pour insuffisance d'actif</b>		
L. 651-1	L. 651-3	
L. 651-2		L. 651-4
<b>CHAPITRE II</b>		
<b>De l'obligation aux dettes sociales</b>		
L. 652-1	L. 652-4	
L. 652-2		L. 652-5
L. 652-3		
<b>CHAPITRE III</b>		
<b>De la faillite personnelle et des autres mesures d'interdiction</b>		
L. 653-1	L. 653-7	
L. 653-2	L. 653-8	
L. 653-3	L. 653-9	
L. 653-4	L. 653-10	
L. 653-5	L. 653-11	
L. 653-6		
<b>CHAPITRE IV</b>		
<b>De la banqueroute et des autres infractions</b>		
<i>Section 1</i>		
<i>De la banqueroute</i>		
L. 654-1	L. 654-5	
L. 654-2	L. 654-6	
L. 654-3	L. 654-7	
L. 654-4		
<i>Section 2</i>		
<i>Des autres infractions</i>		
L. 654-8	L. 654-12	
L. 654-9	L. 654-13	
L. 654-10	L. 654-14	
L. 654-11	L. 654-15	
<i>Section 3</i>		
<i>Des règles de procédures</i>		
L. 654-16	L. 654-18	L. 654-20
L. 654-17	L. 654-19	

**TITRE VI  
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE PROCÉDURE**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>**

**Des voies de recours**

L. 661-1	L. 661-7
L. 661-2	L. 661-8
L. 661-3	L. 661-9
L. 661-4	L. 661-10
L. 661-5	L. 661-11
L. 661-6	L. 661-12 ( <i>nouveau</i> )

**CHAPITRE II**

**Autres dispositions**

L. 662-1	L. 662-4
L. 662-2	L. 662-5
L. 662-2-1 ( <i>nouveau</i> )	L. 662-6
L. 662-3	

**TITRE VII**

**DISPOSITIONS DÉROGATOIRES PARTICULIÈRES AUX DÉPARTEMENTS  
DU HAUT-RHIN, BAS-RHIN ET DE LA MOSELLE**

L. 670-1	L. 670-5
L. 670-2	L. 670-6
L. 670-3	L. 670-7
L. 670-4	L. 670-8

*Vu pour être annexé au projet de loi adopté par l'Assemblée nationale dans sa séance du 9 mars 2005.*

*Le Président,*

*Signé : JEAN-LOUIS DEBRÉ*